

## DÉCOUPAGE ADMINISTRATIF

# Les Sefraouis réinterpellent Bouteflika

**Rappelons que la délégation des notables de la ville de Aïn-Sefra qui a été reçue fin février 2015 au siège du Palais du gouvernement à Alger par le Premier ministre, à l'effet de lui transmettre un message d'«inquiétude» de la population séfraouie, continue d'attendre depuis 1984, depuis la «spoliation» du statut de wilaya de la capitale des monts des Ksour au profit de Naâma.**

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui a reçu la délégation, l'a assurée que Aïn-Séfra

figure dans la liste des wilayas-déléguées promues des Hauts-Plateaux et que celle-ci interviendra au courant de 2016.

M. Sellal a également laissé entendre qu'il fera de son mieux pour que la wilaya de Aïn-Sefra soit une région qui relèverait du Sud, c'est dire qu'elle aura sûrement son statut, initié au courant de 2015. Après ces promesses, le premier responsable du gouvernement, a saisi par écrit le wali de Naâma, lui demandant d'informer la population de Aïn-Sefra et le chargeant de préparer le terrain pour l'installation des infrastructures nécessaires afin que la ville soit au rendez-vous le jour J.

L'ex-wali de Naâma, M. Hamidou, a, à son tour, transmis les vœux de cette promotion à la population locale, en envoyant un émissaire qui a lu en public la lettre transmise par le Premier ministre à la population séfraouie.

Or, les sorties médiatiques et les promesses vont bon train, mais sur le terrain, rien ! 32 ans d'attente pour la population séfraouie, barakat ! La patience a été longue et les choses demeurent au même stade. Le découpage administratif en statut de wilaya n'a jamais vu le jour, avouent certains spécialistes, pour plusieurs raisons d'ailleurs : financières, régionalisme, tribalisme, mais fort possible, des wilayas-déléguées qui seront érigées en super-daïra, ni plus ni moins. Depuis les gouvernants d'alors, le découpage administratif est remis sur le



Photo : DR

tapis à chaque échéance électorale, et renvoyé aux calendes grecques, une fois la stabilité. Le découpage administratif est revenu pour atténuer les manifestations qui ont secoué le sud du pays, déclenchées, notons-le, par les populations de cette contrée du pays, notamment la population de In-Salah, pour exiger l'arrêt de l'exploitation du gaz de schiste.

Pour nous situer loin dans le temps, le découpage territorial de 1984 a vu Aïn-Séfra perdre sa virginité par un mariage combiné du fameux ordre chronologique 44 Aïn-Defla – 45 Aïn-Sefra (passant subitement au profit de Naâma) et 46 Aïn-Témouchent ; une preuve concrète d'un droit spolié qui demeure toujours, aux yeux des Séfraouis «une

hogra pur et simple» de la part des dirigeants d'alors.

Le 6 mai 1984, les citoyens de Aïn-Sefra ont manifesté leur mécontentement et ont refusé catégoriquement une telle décision devant l'ex-Premier ministre A. Brahimi lors de son passage ce jour-là dans cette ville ; une manifestation qui ne l'a pas empêché de passer la nuit dans une caserne en compagnie de son staff gouvernemental, notamment son ministre de l'Intérieur d'alors, M'hamed Yala. Depuis cette date, une association de défense des droits des citoyens de Aïn-Séfra est née, dénommée «l'association du 6 mai 1984». La population de Aïn-Séfra, qui a manifesté l'année dernière (2015) durant tous les samedis pour deman-

der le statut de wilaya, ne veut plus renouer avec la rue, elle interpelle de ce fait, le président de la République à l'effet de rendre à César ce qui appartient à César : le statut de wilaya pour la capitale des monts des Ksour, un droit spolié depuis 1984 que les Séfraouis ne cessent de revendiquer à chaque fois que l'occasion se présente, mais en vain ! Aucune sage décision n'a été prise pour la réhabilitation de la doyenne des sous-préfectures de l'Algérie indépendante.

Aïn-Sefra, une entité historique, géographique, sociale et culturelle que l'homme a toujours choisie pour s'y installer ; une région qui recèle tous les atouts d'une wilaya, dans tous les domaines, partant du tourisme à l'agriculture, au culturel : des gravures rupestres d'espèces animales (dinosaures), les vestiges préhistoriques, aux ksour, aux amazighs, aux saints marabouts ; une région qui a aussi contribué à l'indépendance de l'Algérie, des premiers pas du colonialisme jusqu'à l'indépendance : de l'insurrection de cheikh Bouamama, Med/Al, jusqu'aux glorieux révolutionnaires de la Révolution (chouhada et moudjahidine) ; une région qui porte encore les séquelles de la Révolution : camps de torture et de concentration, les batailles des djebels M'zi (napalm), Bouamoud, Aïssa, Morghad, ainsi que les mines de la ligne Morice. C'était jadis, bled-el-baroud, c'était le coupe-gorge et c'était le territoire militaire, jusqu'aux abords des frontières sud.

«Nous sommes attachés aux principes d'une Algérie de justice, dans la fidélité aux idéaux de Novembre. Il est temps que le chef de l'Etat et le gouvernement se penchent sur notre ville et sa population qui réclame et revendique, depuis 32 ans, ce droit spolié», nous dit-on.

B. Henine

## BORDJ-BOU-ARRERIDJ

### Le satisfecit du ministre de la Santé

Monsieur Abdelmalek Boudiaf, ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière a effectué une visite de travail, le lundi 18 juillet 2016 à la wilaya de Bordj-Bou-Arreridj, il a eu à visiter au niveau du chef-lieu de la wilaya l'hôpital Bouzidi, le centre de cancérologie et l'hôpital d'orthopédie, ce dernier ouvrira ses portes très bientôt selon les dires du ministre. Pour les daïras, il a visité les hôpitaux de Mansourah, Ras El Oued et Bordj Ghedir. Lors d'un point de presse, le ministre a promis de doter l'hôpital Bouzidi et l'hôpital orthopédique en imagerie médicale à savoir : 1 scanner et 1 IRM.

Aussi, dans le cadre de la réorganisation de son département, le ministre compte prendre le secteur sanitaire de la ville de Bordj, comme centre pilote d'informatisation de la gestion des dossiers des malades, et ce, pour assurer la continuité et la lisibilité du parcours de soins des malades en général et en particulier des personnes souffrant de maladies chroniques, ou d'un handicap, des personnes âgées, ou en difficulté sociale.

Les enjeux sont de prendre soin de la personne, de sa santé, et pas seulement de la maladie dont elle est porteuse, et la pertinence des soins, qui impérativement doivent passer par la modernisation de la gestion, qui est l'informatisation des dossiers de la population qui fréquente les hôpitaux.

Cette nouvelle politique de gestion vise à renforcer, la cohésion et l'efficacité des actions de prévention. Il va sans dire que la réforme de la gestion hospitalière, implique l'adhésion de tous les personnels de la santé publique.

Layachi Salah Eddine

A. B.

## ORAN

### Air France KLM lance une nouvelle desserte

**Après plus de vingt ans d'absence d'Oran, Air France officialisera son retour dans la capitale de l'Ouest dès le 27 juillet, en proposant à ses clients une nouvelle liaison entre Oran et Paris-Charles de Gaulle. Trois vols hebdomadaires relieront les deux villes en Airbus A320, d'une capacité de 166 sièges, les mercredis, vendredis et dimanches.**

**Amel Bentolba - Oran (Le Soir)**  
- Lors d'un point de presse animé hier par le général manager du Nord de l'Afrique et du Sahel, M Denis Hasdenteufel, celui-ci dira que sa compagnie est particulièrement heureuse de revenir à Oran.

«Air France KLM, un groupe dont deux compagnies assurent

trois métiers essentiels : le transport des passagers, le fret cargo et la maintenance aéronautique. Depuis 2003, nous sommes revenus à Alger et à présent à Oran.»

Avec la nouvelle offre via l'Ouest, le groupe proposera jusqu'à 34 vols hebdomadaires, quatre liaisons et deux destinations en Algérie

avec ses compagnies Air France et Transavia.

Ainsi, trois fréquences hebdomadaires reliant Paris-Charles de Gaulle à Oran seront opérées par Air France. La même compagnie assurera la liaison Paris-Charles de Gaulle à Alger avec 27 fréquences hebdomadaires. Deux autres fréquences hebdomadaires reliant Lyon à Alger, sont opérées par Transavia et enfin, deux fréquences hebdomadaires reliant Nantes à Alger, assurées par Transavia. M. Denis Hasdenteufel a tenu à préciser qu'au départ d'Oran, les clients

de la compagnie bénéficieront de correspondances optimisées vers l'ensemble du réseau moyen et long courrier d'Air France depuis son hub de Paris-Charles de Gaulle.

La compagnie Air France KLM s'installe progressivement à Oran, et contrairement à ce qui s'est dit, elle n'ouvrira pas dans l'immédiat un siège. Les billets, nous dit-on, seront disponibles à travers les agences de voyage, sinon au niveau d'un point de vente à l'aéroport d'Oran qui ouvrira prochainement.

## DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

### Près de 11 631 millions de DA de créances

**Le directeur général de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest (SDO) a donné un point de presse, hier matin, au siège de la direction d'Oran, pour donner quelques chiffres du bilan de l'exercice 2015, qui met en relief les pertes financières occasionnées par l'importance des créances.**

Ainsi la SDO, qui couvre pas moins de 17 wilayas pour 19 directions, a enregistré en 2015 des créances d'un montant 11 631 millions DA, alors qu'en 2014, elles atteignaient 12 204 millions DA. Une diminution en trompe-l'œil, puisque dans le détail, l'on remarque que ce

sont les créances des clients privés, 5 839 millions DA, qui ont chuté de 12%. Au même moment, les créances détenues par les administrations publiques ont connu une hausse entre 2014 et 2015 soit respectivement 5 532 et 5 792 millions DA, un taux en augmentation de 5%.

En termes de clients et d'abonnés, les données montrent une augmentation de ces derniers puisqu'ils sont désormais plus de 1 000 abonnés pour les directions de distribution d'Oran et d'Es Senia. Une situation qui s'explique par la démolition de certains bidonvilles et les opérations de relogement qui s'en sont suivies. Ainsi, les ventes totales d'électricité ont

connu une hausse de 10% par rapport à 2014, tandis que pour le gaz, cette augmentation est de 8%. Malgré les difficultés financières, le DG de la SDO, N. Ghoul, a expliqué lors du point de presse que les montants d'investissements ont augmenté de 2% soit un total de 34 532 millions DA pour 2015.

Par ailleurs, l'un des points noirs de la SDO reste les atteintes aux réseaux, la fraude avec 805 plaintes enregistrées en 2015, et surtout les sites illicites très nombreux. Ce sont pour les deux directions 48 sites illicites qui sont répertoriés, ce qui représente des pertes de 283 millions DA.

Fayçal M.